

L'INTÉRIM EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

ENCORE EN REcul AU 2^E TRIMESTRE 2024

Fin juin 2024, près de 33 000 intérimaires sont comptabilisés dans les entreprises de travail temporaire de Bourgogne-Franche-Comté. L'emploi intérimaire se replie une nouvelle fois au 2^e trimestre 2024 (-1,2 %). Il s'agit du sixième trimestre consécutif de baisse. Ce repli est moins marqué qu'au niveau national (-2,2 %). L'emploi intérimaire diminue dans tous les départements de la région à l'exception du Territoire de Belfort et du Doubs.

Le recours à l'intérim des établissements de la région, qui reflète davantage l'activité économique se replie un peu plus fortement (-1,7 %). Il recule également dans la plupart des départements de la région à l'exception de la Haute-Saône, du Doubs et du Territoire de Belfort.

L'intérim (recours et emploi) diminue principalement dans la construction et le tertiaire marchand. Le repli est particulièrement marqué dans le commerce.

1

► L'EMPLOI INTÉRIMAIRE SE REPLIE UNE NOUVELLE FOIS...

Près de 33 000 intérimaires sont comptabilisés fin juin 2024 dans les entreprises de travail temporaire de la région (cf. *Encadré Mesurer l'intérim*). L'emploi intérimaire diminue de nouveau ce trimestre : -1,2 %, soit 390 intérimaires en moins. Il baisse cependant moins fortement qu'aux trimestres précédents. Au niveau national, le nombre d'intérimaires diminue plus nettement que dans la région et qu'au trimestre précédent (-2,5 % après -0,5 %).

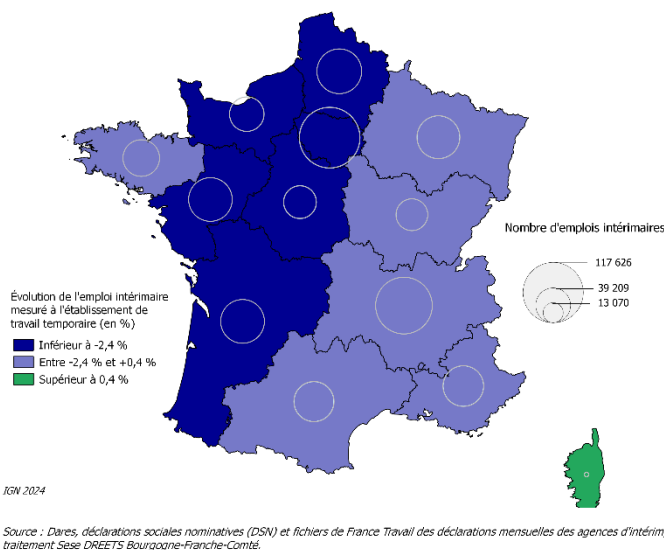
L'emploi intérimaire recule nettement dans la construction (-3,1 %) et le tertiaire marchand (+2,0 %), en particulier dans le commerce (-9,1 %). La baisse est plus modérée dans l'industrie (-0,5 %) en raison de l'augmentation des effectifs dans l'industrie agroalimentaire (+0,8 %) qui compense une partie des pertes d'emplois dans la fabrication de matériels de transport (-1,7 %) et la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques (-1,2 %).

L'emploi intérimaire recule dans tous les départements de la région à l'exception du Territoire de Belfort (+2,4 %) et du Doubs (+2,0 %). Dans le Territoire de Belfort, l'emploi intérimaire progresse fortement dans l'industrie (+7,1 %), les transports et l'entreposage (+14,3 %) ainsi que dans les activités scientifiques et techniques, services administratifs et

de soutien (+10,8 %). Dans le Doubs, les transports et la logistique sont les principaux moteurs de la croissance de l'emploi intérimaire (+32,7 %).

L'emploi intérimaire diminue le plus fortement dans le Jura (-6,6 %) où le repli des effectifs dans les transports et l'entreposage et dans l'industrie est particulièrement important. En Haute-Saône et dans la Nièvre, le repli de l'intérim est particulièrement marqué dans le commerce. Dans l'Yonne et en Côte-d'Or, le recul des effectifs intérimaires dans la construction pèse fortement. En Saône-et-Loire, la croissance des effectifs dans l'industrie agroalimentaire limite la baisse de l'emploi intérimaire.

Évolution de l'emploi intérimaire au T2 2024 dans les régions de France métropolitaine



► ... AINSI QUE LE RECOURS À L'INTÉRIM

Le recours à l'intérim, mesuré à l'établissement qui emploie l'intérimaire (établissement utilisateur) (cf. *Encadré Mesurer l'intérim*), est un indicateur avancé de la situation économique des établissements de la région. Fin juin 2024, les établissements emploient un près de 33 000 intérimaires.

Le recours à l'intérim baisse un peu plus fortement que l'emploi intérimaire (-1,7 %).

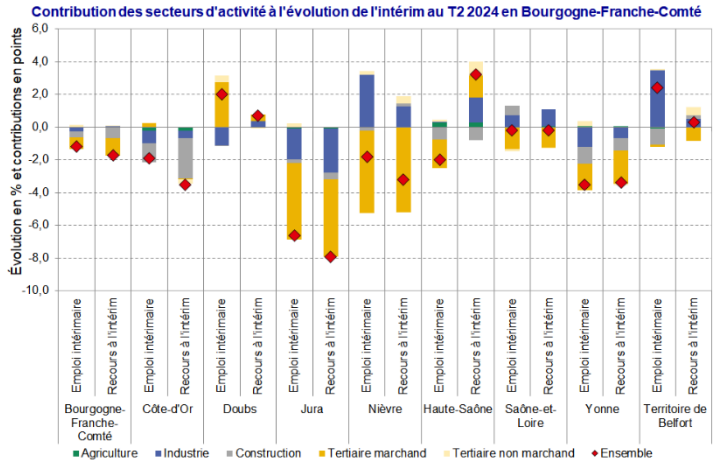
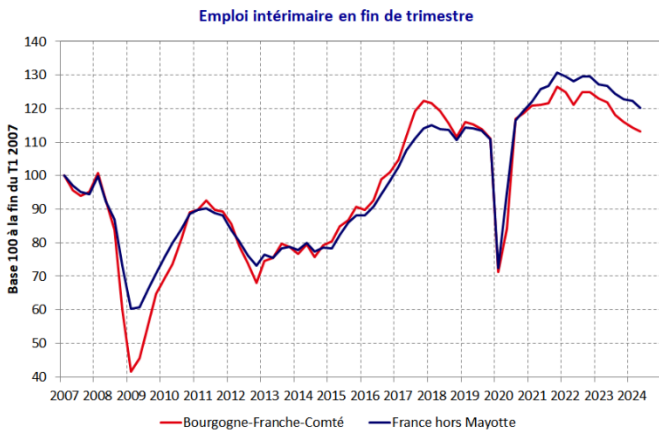
Le recours à l'intérim fléchit nettement dans la construction (-5,2 %) et dans le tertiaire marchand (-3,2 %). La baisse est particulièrement importante dans le commerce (-7,5 %) et les transports et l'entreposage (-6,0 %).

Le recours à l'intérim recule dans la plupart des départements de la région à l'exception du de la Haute-Saône (+2,4 %), du Doubs (+0,7 %) et du Territoire de Belfort (+0,3 %).

En Haute-Saône, le recours à l'intérim augmente tandis que l'emploi intérimaire diminue, les entreprises ont ainsi recouru à des intérimaires venant de l'extérieur du département en particulier dans le commerce, les autres produits industriels et les activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien.

En Saône-et-Loire et dans l'Yonne, l'évolution du recours à l'intérim est proche de celle de l'emploi intérimaire. Dans les autres départements de la région, l'évolution du recours à l'intérim est moins favorable que celle de l'emploi intérimaire. En recrutant des intérimaires venant de ces départements, les entreprises situées à l'extérieur ont ainsi permis d'amortir la baisse de l'emploi intérimaire dans ces territoires.

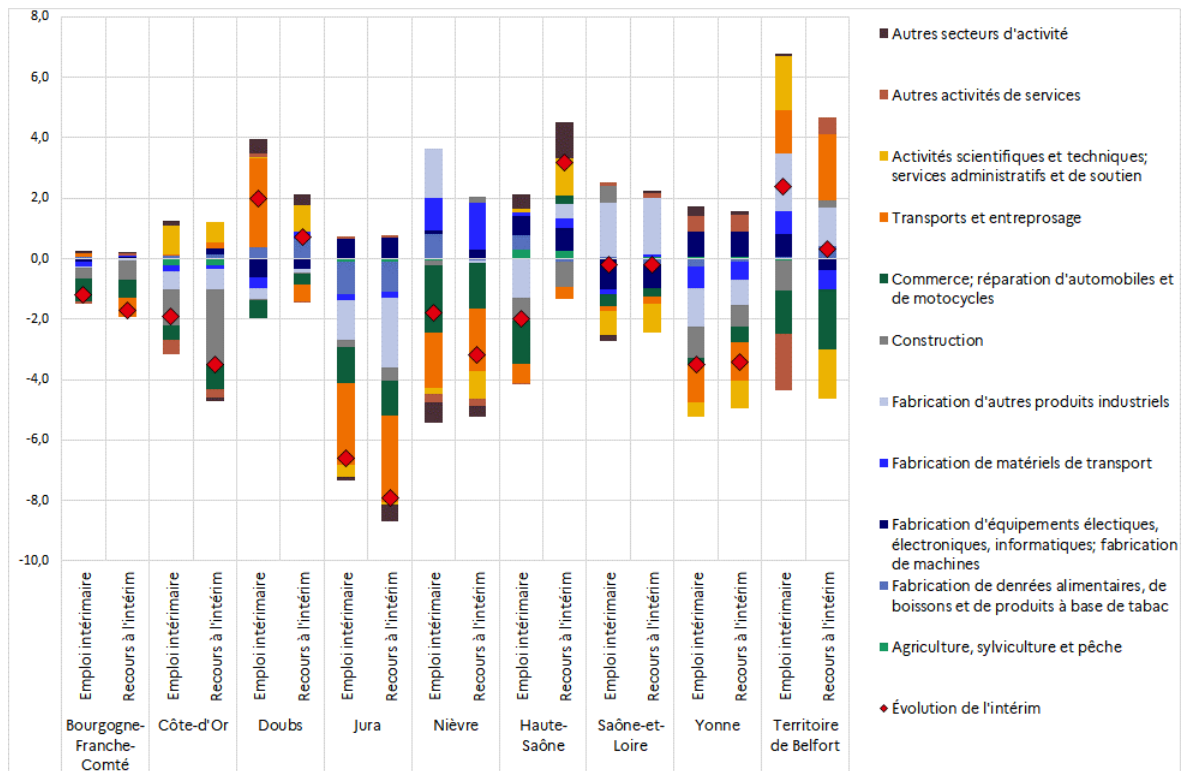
Le Jura est le département où le recul du recours à l'intérim est le plus marqué (-7,9 %). Les transports et l'entreposage est le secteur qui contribue le plus à cette baisse.



Note de lecture (graphique de droite) : Dans la région, l'emploi intérimaire diminue de 1,2 % au 2^e trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent. Le tertiaire marchand est le secteur qui a le plus contribué à cette baisse.

Sources : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim, traitement Sese DREETS Bourgogne-Franche-Comté.

Détail de la contribution des secteurs à l'évolution de l'intérim au T2 2024 en Bourgogne-Franche-Comté



Note de lecture : Dans la région, l'emploi intérimaire baisse de 1,2 % au 2^e trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent. Le secteur du commerce est celui qui a le plus contribué à cette baisse (-1,2 point).

Sources : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim, traitement Sese DREETS Bourgogne-Franche-Comté.

L'intérim par secteurs d'activité

	Côte-d'Or		Doubs		Jura		Nièvre		Haute-Saône		Saône-et-Loire		Yonne		Territoire de Belfort		Bourgogne-Franche-Comté		France hors Mayotte			
	TZ 2024	évol trim.	TZ 2024	évol trim.	TZ 2024	évol trim.	TZ 2024	évol trim.	TZ 2024	évol trim.	TZ 2024	évol trim.	TZ 2024	évol trim.	TZ 2024	évol trim.	TZ 2024	évol trim.	TZ 2024	évol trim.		
Agriculture	55	-20,8	15	0,7	s	0,1	10	-7,6	10	434,0	34	-5,5	12	14,0	s	137	-7,4	137	-7,4	3 142	5,8	
Industrie	2 056	-2,1	3 554	-2,2	1 806	-3,1	892	7,1	1 699	0,0	3 598	1,4	2 232	-2,1	696	7,1	16 533	-0,5	251 679	-3,1		
dont :																						
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	356	1,8	463	6,7	436	-7,4	98	18,5	138	10,0	715	0,3	611	-1,6	8	14,7	2 824	0,8	58 100	-3,0		
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques;																						
Fabrication de machines	332	0,1	361	-11,4	147	16,8	63	4,1	156	13,2	595	-10,1	461	8,0	119	9,3	2 235	-1,2	27 445	-2,1		
Fabrication de matériels de transport	99	-9,7	1 124	-2,2	146	-4,6	185	11,8	692	0,5	359	-3,1	119	-19,6	177	6,6	2 901	-1,7	34 933	-3,9		
Fabrication d'autres produits industriels	1 141	-3,2	1 519	-1,7	1 023	-3,8	509	6,4	666	-5,1	1 807	7,4	955	5,2	377	7,2	7 997	-0,1	107 464	-3,1		
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	129	-1,7	87	-11,2	55	4,7	36	-19,5	48	5,6	123	2,3	85	9,2	15	-8,7	576	-1,4	23 357	-2,8		
Construction	1 068	-6,2	787	-0,2	279	-2,7	153	-1,6	122	-14,4	1 007	3,9	270	-13,5	121	-9,5	3 806	-3,1	133 190	-3,0		
dont :																						
Tertiaire marchand	2 418	0,1	2 831	7,7	817	-15,4	682	-12,0	870	-9,3	2 058	-4,3	1 282	-5,0	530	-0,3	11 467	-2,0	314 656	-1,7		
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	431	-6,2	641	-6,4	189	-16,8	285	-12,6	201	-16,6	366	-7,1	279	-3,6	96	-15,9	2 488	-9,1	67 334	-4,9		
Transports et entreposage	798	0,2	879	32,7	238	-26,6	124	-21,2	119	-11,9	870	-1,0	400	-11,0	159	14,3	3 588	1,2	110 169	-2,1		
Hébergement et restauration	127	20,9	80	44,5	20	11,1	21	12,8	31	2,0	60	-2,0	34	9,8	13	2,0	387	16,1	15 702	-0,8		
Information et communication	42	13,3	5	-69,2	s	s	s	s	s	s	19	-3,9	s	s	s	s	s	s	70	-32,3	5 560	-3,1
Activités financières et d'assurance	54	-20,2	18	27,0	s	s	s	s	s	s	19	-3,9	s	s	s	s	s	s	94	-22,0	5 817	3,1
Activités immobilières	17	-14,5	8	47,2	s	s	s	s	s	s	11	19,4	14	43,5	13	-8,1	71	2,2	2 017	0,4		
Activités scientifiques et techniques; services administratifs et de soutien	888	6,9	1 166	0,2	359	-3,6	237	-1,8	483	0,8	701	-7,4	484	-3,7	241	10,8	4 580	-0,1	100 935	0,0		
Autres activités de services	62	-30,1	33	40,3	8	46,1	8	8,3	15	-2,3	22	35,6	39	115,3	s	190	-8,6	7 122	6,6			
Tertiaire non marchand	244	1,0	351	8,6	81	4,9	81	4,9	16	39,3	148	-4,7	126	11,5	s	1 047	5,3	33 426	3,6			
Ensemble	5 840	-1,9	7 538	2,0	2 973	-6,6	1 818	-1,8	2 717	-2,0	6 845	-0,2	3 901	-3,5	1 358	2,4	32 991	-1,2	736 693	-2,2		
Agriculture	52	-20,6	18	-6,3	s	s	6	4,4	122	146,5	46	10,4	13	23,9	s	149	-2,3	3 142	5,8			
Industrie	2 327	-1,2	3 915	0,7	1 790	-5,0	876	2,4	1 788	2,5	3 149	2,1	2 215	-1,2	728	0,9	16 788	0,1	251 679	-3,1		
dont :																						
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	386	2,4	472	11,2	423	-7,8	108	-1,1	130	-2,3	527	-2,4	602	-0,6	25	28,7	2 672	0,2	58 100	-3,0		
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques;																						
Fabrication de machines	380	3,3	357	-6,0	114	27,2	62	8,7	176	13,8	576	-8,2	473	7,6	211	-2,4	2 348	0,7	27 445	-2,1		
Fabrication de matériels de transport	151	-5,5	1 492	1,2	152	-4,0	192	15,2	764	1,2	339	1,4	116	-17,5	143	-5,6	3 349	0,3	34 933	-3,9		
Fabrication d'autres produits industriels	1 245	-3,3	1 481	-0,7	1 044	-7,2	476	-0,3	680	2,1	1 606	8,2	945	-3,3	345	5,1	7 821	-0,2	107 464	-3,1		
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	166	1,0	114	-2,9	57	6,4	38	-15,3	38	6,5	102	2,5	79	0,4	s	598	-0,3	23 357	-2,8			
Construction	1 085	-12,5	701	-0,3	451	-3,2	130	2,5	150	-13,4	1 045	0,0	284	-9,4	132	2,5	3 978	-5,2	133 190	-3,0		
dont :																						
Tertiaire marchand	2 496	-0,1	2 874	1,2	874	-15,8	512	-14,4	888	4,5	2 070	-3,8	1 243	-6,1	448	-2,5	11 005	-3,2	314 656	-1,7		
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	464	-10,4	658	-3,9	226	-15,5	96	-20,6	223	3,7	461	-3,4	290	-6,6	60	-30,5	2 478	-7,5	67 334	-4,9		
Transports et entreposage	870	1,4	590	-6,6	252	-28,4	151	-18,5	97	-10,6	828	-1,0	397	-11,1	153	23,9	3 328	-6,0	110 169	-2,1		
Hébergement et restauration	123	18,3	92	51,5	14	1,6	12	-19,9	33	10,7	61	10,2	30	-4,5	9	-10,1	375	16,8	15 702	-0,8		
Information et communication	36	6,9	s	s	s	s	s	s	s	s	15	-0,1	s	s	s	s	67	-14,2	5 560	-3,1		
Activités financières et d'assurance	37	-19,6	25	55,2	s	s	s	s	s	s	8	-31,5	21	17,3	s	102	-13,7	5 817	3,1			
Activités immobilières	17	-9,9	s	s	s	s	s	s	s	s	14	14,7	15	43,6	18	1,4	72	4,7	2 017	0,4		
Activités scientifiques et techniques; services administratifs et de soutien	878	5,4	1 083	6,2	367	-0,7	242	-5,8	503	7,3	660	-8,7	451	-7,6	193	-10,1	4 378	0,1	100 935	0,0		
Autres activités de services	71	-19,0	23	-3,6	9	48,3	8	-33,4	21	1,3	23	83,2	39	118,8	13	181,4	207	11,5	7 122	6,6		
Tertiaire non marchand	169	-9,8	269	-0,6	81	7,9	79	10,8	89	37,1	166	-1,3	91	-3,4	s	1 009	1,3	33 426	3,6			
Ensemble	6 130	-3,5	7 378	0,7	3 228	-7,9	1 603	-3,2	2 927	3,2	6 476	-0,2	3 845	-3,4	1 341	0,3	32 929	-1,7	736 693	-2,2		

Sources : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim, traitement Sese Bourgogne-Franche-Comté.
s : secret statistique.

MESURER L'INTÉRIM

- **L'emploi intérimaire** est mesuré ici à l'établissement de travail temporaire. Dans ce cas, l'intérimaire est comptabilisé dans les effectifs de l'agence d'intérim à laquelle il est rattaché. Il peut effectuer sa mission dans un établissement qui se situe en dehors du périmètre régional. Cette définition est privilégiée dans les estimations d'emploi régionales et départementales de l'Insee, de l'Acoss et de la Dares. Elle permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.
- **Le recours à l'intérim** est mesuré à l'établissement utilisateur, c'est-à-dire à l'établissement pour qui l'intérimaire travaille. Dans ce cas, l'intérimaire est comptabilisé dans les effectifs de l'établissement dans lequel il effectue sa mission et peut par conséquent résider dans une autre région. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements de la région et des grands secteurs d'activité.

POUR EN SAVOIR PLUS

PUBLICATIONS RÉGIONALES :

- « [Conjoncture Emploi Insee – Urssaf – Direccte](#) », Insee – Urssaf – DREETS, Insee Flash, à venir octobre 2024.
- « [Conjoncture économique en Bourgogne-Franche-Comté](#) », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, à venir octobre 2024.
- « [Indicateurs Trimestriels Régionaux : Économie, emploi, marché du travail et politiques d'emploi](#) », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, septembre 2024.
- « [Indicateurs Trimestriels Départementaux : Économie, emploi, marché du travail et politiques d'emploi](#) », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, septembre 2024.
- « [Fiches territoires](#) », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, septembre 2024.

Directeur de la publication : Simon-Pierre EURY

Conception et réalisation : Emilie VIVAS

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)
de Bourgogne-Franche-Comté

5 place Jean Cornet

25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr